



14ème législature

Question N° : 35533	De Mme Brigitte Bourguignon (Socialiste, républicain et citoyen - Pas-de-Calais)	Question écrite
Ministère interrogé > Affaires sociales et santé		Ministère attributaire > Affaires sociales et santé
Rubrique > prestations familiales	Tête d'analyse > caisses	Analyse > Caisse maritime d'allocations familiales. ressortissants. régime général.
Question publiée au JO le : 06/08/2013 Réponse publiée au JO le : 17/12/2013 page : 13153		

Texte de la question

Mme Brigitte Bourguignon interroge Mme la ministre des affaires sociales et de la santé sur l'avenir de la caisse maritime d'allocations familiales (CMAF). Dans le cadre de la signature de convention d'objectifs et de gestion de la branche famille, l'État s'est engagé à examiner la possibilité d'un transfert des allocataires marins vers les caisses d'allocations familiales (CAF) de leur lieu de résidence. Ce projet de transfert inquiète vivement les administrateurs et les allocataires de la caisse maritime qui considèrent que ce rapprochement fragilisera, à terme, le système de protection sociale propre aux gens de mer. Ils craignent en effet que les problématiques rencontrées par les marins et leurs familles (éloignement, variation des revenus en lien avec la pêche, dangerosité de la profession, incertitude et fragilité économique...) ne soient plus prises en compte avec cette nouvelle organisation. Elle souhaiterait donc connaître les intentions du Gouvernement à ce sujet et les mesures qu'il entend prendre pour répondre aux préoccupations légitimes des administrateurs et des allocataires de la caisse maritime d'allocations familiales.

Texte de la réponse

Le projet de rattachement des allocataires de la caisse maritime d'allocations familiales (CMAF) au réseau des caisses d'allocations familiales (CAF) fait suite aux constats effectués par l'inspection générale des affaires sociales dans son rapport d'évaluation de la convention d'objectifs et de gestion (COG) conclue entre l'État et la caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) sur la période 2009 - 2012. La COG 2013-2017 conclue avec la caisse nationale des allocations familiales (CNAF), approuvée à la majorité par le conseil d'administration de la branche famille le 9 juillet 2013, reprend cette préconisation sous forme d'engagement de l'État, de proposer les évolutions législatives nécessaires à un rapprochement de la CMAF avec le réseau des CAF, dans le respect des spécificités du service rendu à leurs allocataires. Cette disposition s'inscrit dans le cadre du chantier de modernisation de l'action publique initié par le gouvernement afin d'améliorer l'efficacité des politiques et des services publics. La situation de la CMAF appelle de ce point de vue des évolutions rapides. Son périmètre et ses performances rendent difficilement justifiable son maintien au regard de l'objectif de modernisation de l'action publique dans un contexte contraint des finances publiques. La population couverte par la CMAF est en forte décroissance : elle ne compte que 6 388 allocataires, lorsque la plus petite CAF métropolitaine couvre 17 000 allocataires. En outre, les performances de la CMAF sont insatisfaisantes au regard de celles des caisses du réseau de la CNAF, notamment le ratio de frais de gestion sur prestations, qui est le plus élevé de la branche famille, et le taux de productivité. Enfin, elle dispose d'un ancrage territorial réduit puisqu'elle ne possède qu'une caisse à La Rochelle et quatre antennes locales. Une réflexion conjointe est donc menée avec le ministère chargé des transports afin de proposer une nouvelle organisation plus efficace dans laquelle les personnels de la CMAF seraient intégrés. Cette intégration serait facilitée par l'identité des prestations versées et devrait notamment permettre aux gens de mer de bénéficier



d'un réseau d'accueil plus important. Le Gouvernement engagera très rapidement une concertation sur l'avenir de la CMAF et de la protection sociale des marins, avec le double souci de l'efficacité de la gestion et de la qualité du service rendu aux marins et à leurs familles. Il n'y aura aucune remise en cause du niveau de protection sociale garantie aux gens de mer.